

Création d'un registre national des crédits aux particuliers : consultation publique

Le comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers, prévu par la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, et présidé par M. Emmanuel Constans (Comité consultatif du secteur financier), a remis, début août 2011, son rapport au Gouvernement et au Parlement. M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a décidé d'ouvrir la consultation publique sur la création d'un tel fichier.

Les principales recommandations du rapport portent sur : l'identification des personnes enregistrées ; les informations inscrites dans le registre ; l'amélioration des données négatives et l'avenir du Fichier national de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) ; les conditions d'accès des établissements de crédit au registre ; la traçabilité et la conservation des données ; les droits d'information, d'accès et de rectification.

Le rapport est disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/files/registre-national-des-credits.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Lutte contre le blanchiment : croissance de 12 % des déclarations reçues en 2010

En 2010, TRACFIN (Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins) a reçu 20 252 informations dont 94 % émises par les professionnels. Les banques et les établissements de crédit demeurent les premiers déclarants. 339 déclarations ont été établies et transmises directement au service par des déclarants installés en outre-mer contre 240 en 2009. 404 dossiers ont été transmis à l'autorité judiciaire contre 384 en 2009 dont 8 aux tribunaux des DOM. Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.tracfin.bercy.gouv.fr/pdf/rap2010.pdf>

Publications au Journal Officiel de la République

1 – Renforcement de la protection des épargnants et des investisseurs

- l'ordonnance n° 2011-915 du 1^{er} août 2011 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs a été publiée au JORF du 2 août 2011.
- le décret n° 2011-922 du 1^{er} août 2011 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2011-915 du 1^{er} août 2011 a été publié au JORF du 3 août 2011.

2 – Lutte contre le blanchiment

L'arrêté du 27 juillet 2011 relatif à la liste des pays tiers équivalents en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mentionnée au 2^e du II de l'article L. 561-9 du code monétaire et financier a été publié au JORF du 30 juillet 2011.

Publications

1 – Centre européen de la consommation : « Le marché européen du crédit à la consommation existe-il ? L'exemple franco-allemand ».

Trois ans après l'adoption par le Parlement européen de la directive 2008/48/CE relative aux crédits transfrontaliers, ce document présente une analyse de son impact au travers d'une enquête menée par le Centre européen de la consommation. Cette étude est disponible en téléchargement sur :

<http://www.europe-consommateurs.eu/fr/vos-droits/finances/credits-et-prets/credits-transfrontaliers/>

2 – FATF-GAFI : "Money laundering risk arising from trafficking in human beings and smuggling of migrants".

Le GAFI a publié un rapport typologique sur le blanchiment issu de la traite des êtres humains et du trafic des migrants. Le rapport est disponible en anglais sur : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/28/34/48412278.pdf>

3 – Fédération bancaire française : Le crédit à la consommation mini guide n° 13.

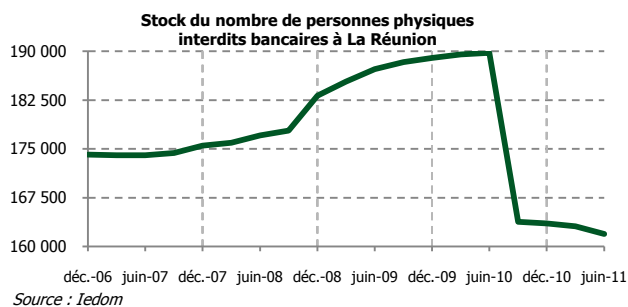
Cette brochure est disponible en téléchargement sur : www.fbf.fr

Nomination

M. Frédéric Oudéa, président-directeur général de la Société Générale, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2011. Il remplace M. François Pérol, président du Directoire du Groupe BPCE.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Stabilisation du stock d'incidents sur paiement par chèque au premier semestre 2011



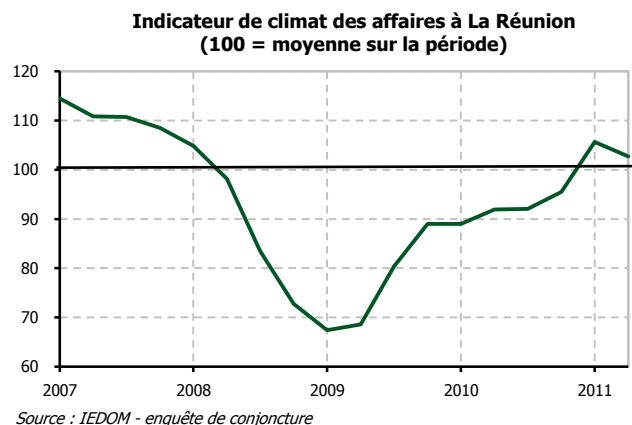
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages liés à l'utilisation de moyens de paiement continuent de s'améliorer au premier semestre 2011. Après un recul de 13,7 % du stock d'incidents sur paiement par chèque entre le deuxième et troisième trimestre 2010, suite aux nouvelles conditions de radiation du fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France, celui-ci diminue légèrement. En juin 2011, on dénombre 161 921 personnes physiques en interdits bancaires, soit une baisse de 1,0 % par rapport à décembre 2010.

Le climat des affaires se contracte

Au deuxième trimestre 2011, l'indicateur du climat des affaires s'est contracté à La Réunion, mais continue de faire état d'une amélioration de l'activité. Il perd 2,9 points par rapport au premier trimestre de l'année et rompt ainsi avec une dynamique haussière observée depuis plusieurs trimestres.

A l'échelle sectorielle, l'évolution de l'activité est assez contrastée au deuxième trimestre. L'activité reste bien orientée dans le secteur « Agriculture, élevage et pêche » et dans celui des services marchands, et la reprise fragile enregistrée dans le secteur du BTP se poursuit. L'activité se contracte en revanche dans les secteurs du commerce et de l'industrie.

La consommation des ménages poursuit sa progression et l'investissement se redresse, mais à un rythme moindre par rapport au premier trimestre. Les échanges avec le reste du monde restent bien orientés. Le bulletin économique du deuxième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



BREVES ECONOMIQUES

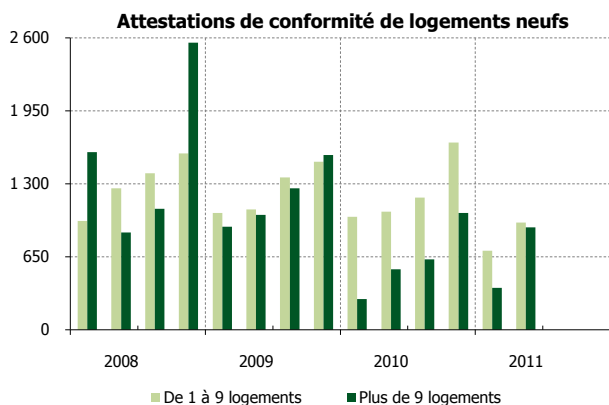
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation	Juillet 2011	128,1	+ 0,7 %	+ 2,3 %
	IPC France entière		123,4	- 0,4 %	+ 2,0 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Juillet 2011	21 584	- 6,8 %	+ 1,9 %
	En cumul (milliers d'euros)		162 394	-	+ 10,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)		2 367,6	-	+ 20,9 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	Juin 2011	143,3	-	+ 17,4 %
	Taux de couverture		6,1 %	-	- 0,0 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Juillet 2011	119 470	+ 0,9 %	+ 8,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Juillet 2011	226 831	n.s.	+ 4,3 %
	Cumul 2011	cumul Juillet	1 143 845	-	+ 10,1 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Juin 2011	1 615	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Juin	9 656	-	- 25,9 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Juin 2011	14,0	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Juin	146,2	-	- 20,4 %
	Effectifs salariés du BTP	Juillet 2011	17 437	+ 0,4 %	+ 1,7 %

Hausse de la production de logements neufs début 2011



Source : Consuel - données trimestrielles

La production de logements neufs se redresse légèrement au cours du premier semestre 2011. En effet, le nombre d'attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel augmente de 2,5 % entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011. Cette hausse provient d'une augmentation de 58,4 % du nombre de logements dans l'habitat collectif (immeubles de plus de neuf logements), alors que le nombre de logements individuels ou collectifs de petites tailles (de un à neuf logements) continuent de décroître (- 9,4 %).

Le secteur de la construction commence à bénéficier de la relance du financement du logement social, qui devrait se traduire en 2011, par une nette hausse des livraisons de logements aidés (3 863 logements prévus, soit 65 % de plus que le nombre de logements aidés livrés en 2010).

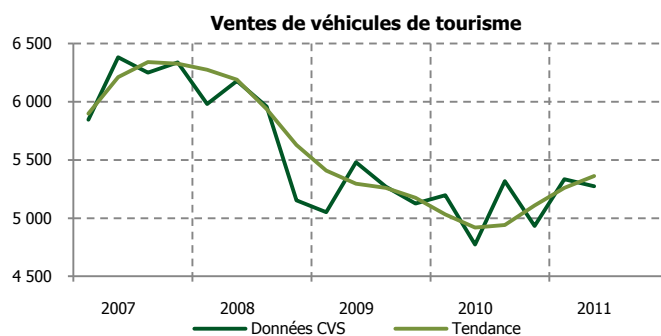
Baisse du volume d'heures supplémentaires au deuxième trimestre 2011

Au cours du deuxième trimestre 2011, l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) a enregistré 1,2 million d'heures supplémentaires, un chiffre en baisse de 1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2010. Au niveau national, le volume d'heures supplémentaires a augmenté de 5,8 % sur un an. Le montant des exonérations, au titre de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA), déclarées par les entreprises réunionnaises s'élève à 1,4 million d'euros.

Reprise du marché de l'automobile depuis début 2011

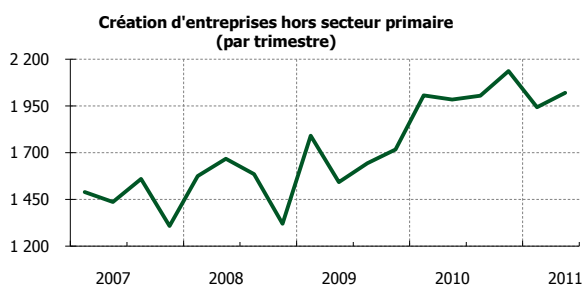
Le marché réunionnais de l'automobile se redresse au cours du premier semestre 2011. Les ventes de véhicule de tourisme augmentent de 6,6 % sur un an. De même, les ventes de véhicules utilitaires progressent de 18,9 %.

Ces hausses interviennent principalement au premier trimestre 2011. Les ventes se stabilisent au deuxième trimestre : respectivement - 1,2 % et - 0,2 % (en données CVS) pour les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires.



Source : Insee - Fichier central des automobiles - données trimestrielles

Stabilisation du nombre de créations d'entreprises



Source : Insee

Au deuxième trimestre 2011, 2 020 entreprises ont été créées à La Réunion, soit une hausse de 1,8 % par rapport au deuxième trimestre 2010. Depuis début 2010, le nombre de créations reste relativement stable, avec un peu plus de 2 000 nouvelles entreprises créées, en moyenne chaque trimestre. Cette évolution rompt avec la tendance haussière observée ces dernières années, qui plaçait La Réunion parmi les régions les plus dynamiques en terme de création d'entreprises. Au niveau national, la situation se dégrade avec un recul de 10,6 % (après - 17,7 % en glissement annuel au premier trimestre 2011).

Amélioration des résultats de la Banque de La Réunion au premier semestre 2011

La Banque de La Réunion (BR) a terminé le premier semestre avec un résultat net de 10,7 millions d'euros contre 1,6 million d'euros au 30 juin 2010. Le Produit Net Bancaire (PNB) progresse de 0,5 % (+ 1,6 % hors éléments non récurrents), tandis que le résultat brut d'exploitation augmente de 7,8 %.

Plus de 49 000 personnes ont bénéficié d'un bon de continuité territoriale depuis un an

49 282 réunionnais ont bénéficié de la continuité territoriale entre août 2010 (date de mise en place du nouveau dispositif) et août 2011. La continuité territoriale permet aux familles réunionnaises de bénéficier d'une aide de 360 euros sur leurs billets d'avion vers la France métropolitaine. Près de 40 % de ces bénéficiaires se sont rendu en métropole pour la première fois.

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au premier trimestre 2011

L'emploi dans le secteur privé progresse de 3,3 % au premier trimestre 2011 par rapport au premier trimestre 2010 selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos). Cette hausse est supérieure à celle observée au niveau national (+ 1,3 %). La masse salariale dans l'île progresse également à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 4,5 % à La Réunion sur un an contre + 3,9 %.

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Août 2011)				
	Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
	1,0230%	1,1330%	1,0033%	0,8972%	1,3710%	1,5500%	1,7510%	2,0930%

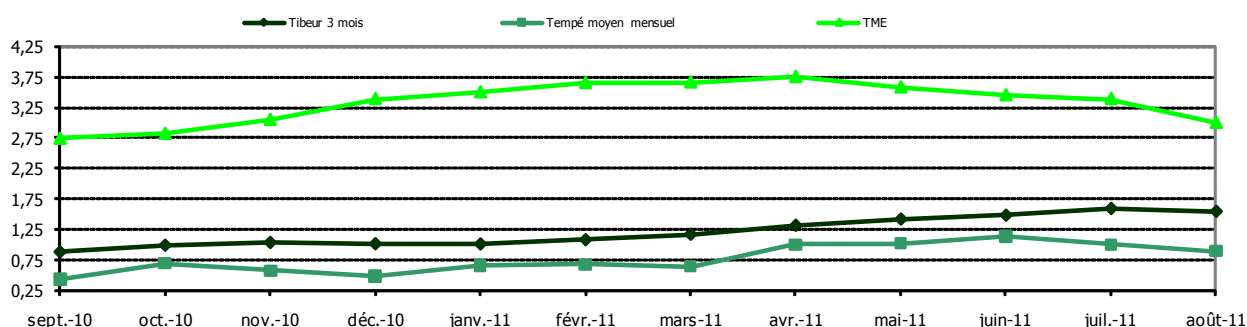
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
	Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
	3,58%	3,45%	3,39%	3,00%	3,78%	3,65%	3,59%	3,20%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,49%
Prêts à taux fixe	5,97%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	9,34%
Prêts à taux variable	5,33%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts relais	6,07%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnelles et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%	Découverts en compte (1)	13,88%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

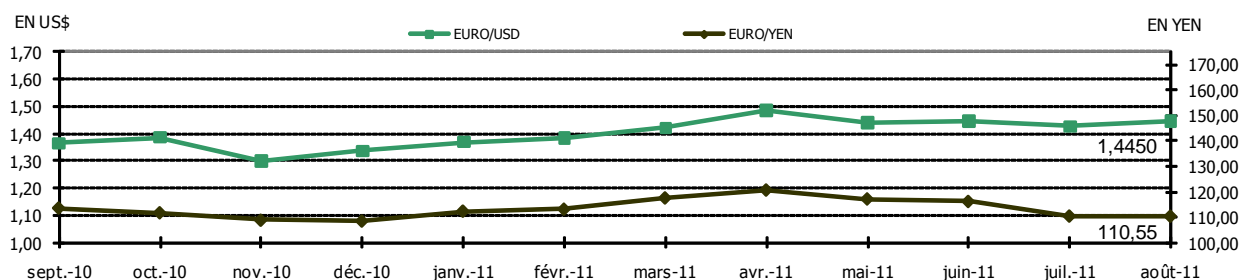
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4450	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,1799	EURO/SRD (Surinam)	4,75490
EURO/JPY (Japon)	110,5500	EURO/BWP (Botswana)	9,62840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57920
EURO/CAD (Canada)	1,4141	EURO/SCR (Seychelles)	17,7232	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,1359
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88560	EURO/MUR (Maurice)	40,1228	EURO/BBD (La Barbade)	2,88180
EURO/SGD (Singapour)	1,7379	EURO/BRL (Brésil)	2,3135	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,21000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,2622	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18810	EURO/XPf (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2829,8885	EURO/XCD (Dominique)	3,8904	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	